

505LHSS 2/5

9240

(1938-39)

abventions

Règles suivies par les Réseaux en matière de compétence
et détermination des règles à suivre par la S.N.C.F.

de M. ANTONINI à M. FILIPPI	20. 5.38		
re de M. CLOSSET à M.M. VAGOGNE (
BARTH)	28. 5.38		
RENOUARD (
JARDIN)			
se de M.M. VAGOGNE (1. 6.38		
RENOUARD)			
de M. CLOSSET à M. FILIPPI	1.10.38		
(s) C.D.	7. 2.39	21	VII

QUESTION VII - Attribution de subventions à
certaines oeuvres de la Région du Nord

(S) (p. 21)

- Service chargé d'instruire les demandes de subventions -

M. GRIMPET. - Je tiens à présenter, à propos de ces affaires de subventions, une observation d'ordre général. Les notes qui nous ont été distribuées et qui concernent l'attribution de subventions à certaines oeuvres de la Région Nord et à l'Association " Le Foyer de Romilly " émanent du Service Central du Personnel, alors que la notice relative à l'octroi de subventions à l'hôpital chirurgical de Juvisy - que nous examinerons la semaine prochaine - a été établie par les services de la 1ère Division du Secrétariat Général. Pourquoi ces affaires de subventions sont-elles traitées, tantôt par le Secrétariat Général, tantôt par le Service Central du Personnel ? Il me semble qu'elles devraient être examinées par le même service.

M. BELIPPI. - La séparation, en ce qui concerne les règles de compétence, est fondée sur le principe suivant: lorsque les subventions intéressent uniquement les oeuvres d'agents de chemins de fer, elles sont étudiées et présentées par le Service Central du Personnel. Dans le cas contraire, elles sont traitées par le Secrétariat Général.

Ce dernier a, d'autre part, la centralisation comptable de l'ensemble des subventions.

M. GRIMPET. - Je préfère la façon dont est présentée la dernière affaire.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. - Peu importe, au fond, le service chargé d'examiner la question. L'essentiel

est qu'il existe un service centralisateur.

M. BURLEAU.— La centralisation est faite par les soins ~~xxxxxxx~~ du Secrétariat Général. Mais les subventions qui intéressent le personnel sont présentées par le Service Central du personnel, qui suit toutes les questions intéressant le personnel.

M. LE PRESIDENT.— Cette procédure ne paraît logique.

M. GRIMPRET.— Je préférerais une centralisation plus poussée qui ne soit pas purement comptable et qui permette des vues d'ensemble en matière de subventions, qu'elles intéressent ou non le personnel.

M. le Président

Il importe de retenir l'observation de M. GRIMPRET qui préfère la présentation faite par M. VAGOGNE à celle faite par M. BARTH.

Je suis par ailleurs d'accord avec M. le Directeur Général sur le principe suivant lequel les subventions qui intéressent le personnel doivent rester de la compétence du Service Central du Personnel, les autres étant du ressort du Secrétariat Général.

M. GRIMPRET.— Je ne vois pas en quoi cela intéresse les agents de savoir comment nous supportons, par exemple, la charge des dispensaires mis à leur disposition.

Il ne s'agit pas, d'ailleurs, dans le cas présent, d'oeuvres sociales intéressant uniquement le personnel des chemins de fer.

M. LE PRÉSIDENT.— Ces œuvres gèrent des dispensaires qui sont à la disposition du personnel.

M. GRIMPET.— Sans doute, mais l'aide financière que la S.E.C.F. apporte à ces œuvres n'intéresse pas le personnel. Peu importe à ce dernier que les dispensaires soient rémunérés d'après le nombre de consultations et les soins qu'ils donnent ou qu'ils soient rétribués par une subvention forfaitaire.

La question, en l'occurrence, n'est pas de savoir si on supprimera les soins que ces dispensaires assurent aux agents, mais de savoir comment on rétribuera ces établissements pour les services rendus.

M. GRIMPET.— Je ne prends pas parti sur le ^{même} fond/de la question, mais je répète que je suis persuadé que le mieux serait de confier à un seul service l'examen de toutes les questions de subventions.

M. BURLEAU.— C'est le Service du Personnel qui administre les œuvres sociales du personnel. Ce Service doit connaître de tout ce qui intéresse la santé de l'agent et de sa famille. C'est d'ailleurs lui qui suit les questions afférentes au Service Médical.

1er octobre

38

Adj^t

Monsieur le Secrétaire Général,

Vous m'aviez demandé d'examiner comment se trouvait réglée, dans les anciens Réseaux, la question de la répartition des compétences en matière de subventions.

Le tableau ci-joint donne un aperçu des errements qui étaient pratiqués au Réseau de l'Etat, ainsi qu'à l'Est, au Nord et au P.L.M.

1.- En l'état des textes qui régissent la S.N.C.F. je pense que c'est au Conseil d'Administration qu'il appartient de fixer la politique générale de la S.N.C.F. en matière de subvention.

Néanmoins, on ne doit pas perdre de vue que :

- d'une part, le Directeur Général est, d'une manière générale, investi des pouvoirs nécessaires pour l'exécution du budget.

- d'autre part, le Comité de Direction a pris, sans en référer au Conseil, la décision d'accorder à l'Orphelinat de la Fédération Nationale des Travailleurs de Chemins de fer une subvention à concurrence d'une somme de 500.000 fr. (16 mars 1938)

2.- On peut, semble-t-il, choisir entre deux formules :

1°) Le Conseil se prononce sur les principes et déciderait que des subventions pourront être allouées dans tels et tels cas (par exemple, dans l'intérêt du trafic, dans l'intérêt

.....

du personnel) et en faveur de groupements ou de manifestations répondant à telles ou telles conditions.

Dans ce cadre général, le Conseil donnerait délégation au Comité pour se prononcer sur chaque affaire, à concurrence d'un montant maximum de fr. Le Comité donnerait, ensuite, délégation au Directeur Général à concurrence de fr et le Directeur Général donnerait à vous-même, au Secrétaire Général adjoint, 1ère Division et, le cas échéant, au Directeur du Service Central du Personnel, sous-délégation pour telle nature d'affaire et à concurrence de certains chiffres.

2°) Le Conseil d'Administration, ou le Comité de Direction si l'on admet qu'il est compétent, mettrait chaque année à la disposition du Directeur Général un certain nombre de crédits suivant les errements qui étaient pratiqués au P.L.M. étant entendu que Le Directeur Général ^{pourrait donner sous} ~~donnerait, d'une façon générale, les~~ ~~délégation nécessaires~~ aux services comme dans la formule 1°). et que lui-même aurait qualité pour accorder directement, dans des cas non prévus, des subventions d'un montant maximum de fr à imputer sur les sommes à valoir comprises dans les crédits.

ERREMENTS SUIVIS PAR LES ANCIENS RESEAUX
pour la répartition des compétences en matière de subventions

Est : Le Conseil d'Administration examinait les demandes de subventions et décidait des sommes à allouer.

Nord : Le Comité de Direction examinait les demandes de subventions et décidait des sommes à allouer.

Les affaires lui étaient présentées :

a) par le Secrétariat de l'Exploitation, lorsqu'il s'agissait de demandes de groupements dont l'activité se trouvait avoir une répercussion directe sur le trafic ou présentant un intérêt pour le bon fonctionnement du service du chemin de fer.

b) par le Secrétariat Général pour les demandes émanant de groupements dont l'action présentait un caractère plus général (œuvres philanthropiques, éducatives ou d'intérêt national).

P.L.M. : 1°) Le Conseil d'Administration mettait, chaque année, à la disposition du Directeur Général, cinq crédits portant les titres ci-après :

- Allocations d'aides d'études et prêts d'honneur;
- Aides aux Sociétés Coopératives;
- Aides aux divers groupements d'agents autres que les Coopératives;
- Allocations à diverses organisations sociales disséminées sur le Réseau;
- Réfectoires, orphelinats, écoles, sanatoria.

Chacun de ces crédits comportait l'indication des sommes à verser aux diverses Sociétés et comportait, en outre, une somme à valoir qui était utilisée par le Directeur pour les cas non prévus. S'il arrivait, en cours d'exercice, que la somme à valoir ne soit pas suffisante ou que l'opportunité se révèle d'attribuer une subvention dont le montant aurait absorbé une trop grande part de la somme à valoir, il était nécessaire de faire une proposition spéciale au Conseil d'Administration.

2°) Le Directeur Général avait compétence pour attribuer, sans en référer au Conseil, des subventions ne dépassant pas 1.000 fr.

Etat : Le Directeur Général seul avait compétence en matière de subvention.

1er octobre

38

Adj^t

Monsieur le Secrétaire Général,

Vous m'aviez demandé d'examiner comment se trouvait réglée, dans les anciens Réseaux, la question de la répartition des compétences en matière de subventions.

Le tableau ci-joint donne un aperçu des errements qui étaient pratiqués au Réseau de l'Etat, ainsi qu'à l'Est, au Nord et au P.L.M.

1.- En l'état des textes qui régissent la S.N.C.F. je pense que c'est au Conseil d'Administration qu'il appartient de fixer la politique générale de la S.N.C.F. en matière de subvention.

Néanmoins, on ne doit pas perdre de vue que :

- d'une part, le Directeur Général est, d'une manière générale, investi des pouvoirs nécessaires pour l'exécution du budget.

- d'autre part, le Comité de Direction a pris, sans en référer au Conseil, la décision d'accorder à l'Orphelinat de la Fédération Nationale des Travailleurs de Chemins de fer une subvention à concurrence d'une somme de 500.000 fr. (16 mars 1938)

2.- On peut, semble-t-il, choisir entre deux formules :

1°) Le Conseil se prononcerait sur les principes et déciderait que des subventions pourront être allouées dans tels et tels cas (par exemple, dans l'intérêt du trafic, dans l'intérêt

.....

du personnel) et en faveur de groupements ou de manifestations répondant à telles ou telles conditions.

Dans ce cadre général, le Conseil donnerait délégation au Comité pour se prononcer sur chaque affaire, à concurrence d'un montant maximum de fr. Le Comité donnerait, ensuite, délégation au Directeur Général à concurrence de fr et le Directeur Général donnerait à vous-même, au Secrétaire Général adjoint, lère Division et, le cas échéant, au Directeur du Service Central du Personnel, sous-délégation pour telle nature d'affaire et à concurrence de certains chiffres.

2°) Le Conseil d'Administration, ou le Comité de Direction si l'on admet qu'il est compétent, mettrait chaque année à la disposition du Directeur Général un certain nombre de crédits suivant les errements qui étaient pratiqués au P.L.M., étant entendu que Le Directeur Général ^{pourrait donner sous} ~~donnerait, d'une façon générale, les~~ ~~délégations nécessaires~~ aux services comme dans la formule 1°), et que lui-même aurait qualité pour accorder directement, dans des cas non prévus, des subventions d'un montant maximum de fr à imputer sur les sommes à valoir comprises dans les crédits.

P. Elouin

ERREMENTS SUIVIS PAR LES ANCIENS RESEAUX
pour la répartition des compétences en matière de subventions

Est : Le Conseil d'Administration examinait les demandes de subventions et décidait des sommes à allouer.

Nord : Le Comité de Direction examinait les demandes de subventions et décidait des sommes à allouer.

Les affaires lui étaient présentées :

a) par le Secrétariat de l'Exploitation, lorsqu'il s'agissait de demandes de groupements dont l'activité se trouvait avoir une répercussion directe sur le trafic ou présentant un intérêt pour le bon fonctionnement du service du chemin de fer.

b) par le Secrétariat Général pour les demandes émanant de groupements dont l'action présentait un caractère plus général (oeuvres philanthropiques, éducatives ou d'intérêt national).

P.L.M. : 1°) Le Conseil d'Administration mettait, chaque année, à la disposition du Directeur Général, cinq crédits portant les titres ci-après :

- Allocations d'aides d'études et prêts d'honneur;
- Aides aux Sociétés Coopératives;
- Aides aux divers groupements d'agents autres que les Coopératives;
- Allocations à diverses organisations sociales disséminées sur le Réseau;
- Refectoirs, orphelinats, écoles, sanatoria.

Chacun de ces crédits comportait l'indication des sommes à verser aux diverses Sociétés et comportait, en outre, une somme à valoir qui était utilisée par le Directeur pour les cas non prévus. S'il arrivait, en cours d'exercice, que la somme à valoir ne soit pas suffisante ou que l'opportunité se révèle d'attribuer une subvention dont le montant aurait absorbé une trop grande part de la somme à valoir, il était nécessaire de faire une proposition spéciale au Conseil d'Administration.

2°) Le Directeur Général avait compétence pour attribuer, sans en référer au Conseil, des subventions ne dépassant pas 1.000 fr.

Etat : Le Directeur Général seul avait compétence en matière de subvention.

Boek de zappen

M: Closet

J'ai rédigé le Rapport comme l'a demandé M. Trépo
Enfin il appelle les observations suivantes :

I) Le fait c'est bien ^{au} le Conseil, semble-t-il, qui est apparu devant
le Suisse - Le délégué de pour vis donné au
Comité le 16 mars en ^{présence} ~~présence~~ puis d'y
comprendre de qui concerner les instructions.

Je suis si malade tantôt que la
question n'est pas même au Comité a
déjà de ci de, en toute connaissance, d'ailleurs
vous soutenez, celle d'Orphelinat de la
Société, sans en l'apporter au Comité, bien
que le motif ait été un jour, jusqu'à ce
plafond est fixé à 500. m² par an. (cc-joint)

B.) Si c'est le Comité qui est saisi, il fournit immédiatement
de préciser dans quelle limite le ~~le~~ ^{pour} le législateur
pourrait être donné. Ce ~~la~~ ^{pour} la question des limites
est donnée et les chiffres fixés par le Comité
lui-même dans la limite de pouvoirs qui
lui seraient donnés par le Comité.

8

187 - 190 - 191 - 192 - 193 - 194 - 195 - 196 - 197 - 198 - 199 - 200

Les Anciens Réseaux attribuaient à des Associations, des Sociétés ou des Oeuvres Sociales, des subventions qui, d'après le but poursuivi, peuvent être réparties en trois groupes :

D'une part, les subventions allouées dans l'intérêt du trafic, telles les subventions ou allocations accordées à l'Association Nationale d'expansion économique, au Comité français des expositions, à certaines fêtes locales, aux courses de chevaux, aux congrès, concours ou expositions agricoles.

D'autre part, les subventions destinées à favoriser le bon fonctionnement du service : par exemple, celles attribuées au Comité interprofessionnel d'apprentissage, au B.R.E.T.I.C., ou à l'Association Internationale du Congrès des Chemins de fer.

Enfin les subventions accordées dans l'intérêt du personnel comme celles allouées aux Sociétés sportives, ou musicales des agents, aux colonies de vacances, au Comité National de défense contre la tuberculose, aux hôpitaux, dispensaires ou sanatoria susceptibles de recevoir des agents.

Les raisons qui ont incité les Réseaux à entrer dans cette voie ont conservé tout leur intérêt et valent, le cas échéant, pour la Société Nationale qui se trouve ainsi amenée à continuer la politique antérieurement suivie par les chemins de fer.

Or, c'est au Conseil qu'il appartient, en l'état actuel des délégations de pouvoirs, de décider de toutes les subven-

.....

tions que la Société Nationale peut être appelée à accorder.

Mais il va de soi que le Conseil ne peut connaître de toutes les demandes qui pourraient être formulées à ce sujet : certaines étant en effet de peu d'importance. Il paraît donc opportun que le Conseil fixe dès maintenant les règles à suivre en la matière, et qu'il délègue au Comité les pouvoirs utiles : soit qu'il les délègue en totalité, c'est-à-dire, quel que soit le montant de la subvention, soit qu'il les délègue en partie jusqu'à concurrence d'un maximum à fixer, étant entendu ~~d'une part~~ que le Comité pourra, à son tour, sous-déléguer ses pouvoirs. Le maximum de ces sous-délégations pourrait être fixé à 50.000 ₣ pour le Directeur Général, 20.000 ₣ pour le Secrétaire Général et 5000 ₣ pour le Secrétaire Général adjoint, chef de la 1ère Division.

Les Anciens Réseaux attribuaient à des Associations des Sociétés ou des Oeuvres Sociales, des subventions qui, d'après le but poursuivi, peuvent être réparties en trois groupes :

D'une part, les subventions allouées dans l'intérêt du trafic, telles les subventions ou allocations accordées à l'Association Nationale d'expansion économique, au Comité français des expositions, à certaines fêtes locales, aux courses de chevaux, aux congrès, concours ou expositions agricoles.

D'autre part, les subventions destinées à favoriser le bon fonctionnement du service : par exemple, celles attribuées au Comité interprofessionnel d'apprentissage au B.R.E.T.I.C ou à l'Association Internationale du Congrès des Chemins de fer.

Enfin les subventions accordées dans l'intérêt du personnel comme celles allouées aux Sociétés sportives, ou musicales des agents, aux colonies de vacances, au Comité National de défense contre la tuberculose, aux hôpitaux, dispensaires ou sanatoria susceptibles de recevoir des agents.

Les raisons qui ont incité les Réseaux à entrer dans cette voie ont conservé tout leur intérêt et valent, le cas échéant, pour la Société Nationale qui se trouve ainsi amenée à continuer la politique antérieurement suivie par les chemins de fer.

Or, c'est au Conseil qu'il appartient, en l'état actuel des délégations de pouvoirs, de décider de toutes les subven-

.....

tions que la Société Nationale peut être appelée à accorder.

Mais il va de soi que le Conseil ne peut connaître de toutes les demandes qui pourraient être formulées à ce sujet : certaines étant en effet de peu d'importance. Il paraît donc opportun que le Conseil fixe dès maintenant les règles à suivre en la matière, et qu'il délègue au Comité les pouvoirs utiles : soit qu'il les délègue en totalité, c'est-à-dire, quel que soit le montant de la subvention, soit qu'il les délègue en partie jusqu'à concurrence d'un maximum à fixer, étant entendu ~~d'une part~~ que le Comité pourra, à son tour, sous-déléguer ses pouvoirs. Le maximum de ces sous-délégations pourrait être fixé à 50.000 ₣ pour le Directeur Général, 20.000 ₣ pour le Secrétaire Général et 5000 ₣ pour le Secrétaire Général adjoint, chef de la 1ère Division.

M. Filippi en d'accord pour
que le prochain annee le genre de nos-
tre regle de la norme et de son
1. l'Etat.

Le parti se pense que pour
tenir dans le monde. L'union serait
de leur annee en l'Etat de l'Etat
et que la l'Etat de l'Etat
on la l'Etat de l'Etat que la
appliquera au regard de l'Etat
a l'Etat de l'Etat de l'Etat.

Le parti en fait l'Etat, d'Etat
la l'Etat de l'Etat de l'Etat
celui de l'Etat de l'Etat de l'Etat
de l'Etat.

Il y a le parti de l'Etat de l'Etat
le CGT qui a un Etat de l'Etat
le l'Etat de l'Etat.

28 v 88

12

Réponses de M. Vagot 1^{er} juin 1938
M. Bonnet 1^{er} juin 1938

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TÉL. TRINITÉ 73-00

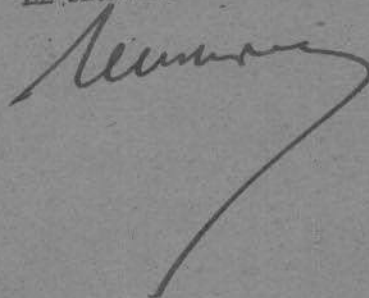
●
SECRÉTARIAT ADMINISTRATIF

Le - 1 JUIN 1938 19

Monsieur CLOSSET,
Secrétaire Général Adjoint du
Conseil d'Administration,

Veillez trouver ci-joint les
renseignements que vous avez bien
voulu me demander sur la répartition
des compétences, à la Compagnie P.L.M.,
en matière de subventions.

LE SECRÉTAIRE ADMINISTRATIF



Conditions dans lesquelles des subventions étaient versées
par la Compagnie P.L.M.

Des subventions étaient versées par la Compagnie P.L.M. à diverses Sociétés ou Associations dont l'action méritait d'être soutenue en raison du but que ces Associations poursuivaient.

Ce but pouvait être en effet favorable au Chemin de fer (Groupements qui favorisent le déplacement des voyageurs, etc...) ou favorable au personnel du chemin de fer et indirectement à ce dernier (Sociétés coopératives, Sociétés sportives, etc...)

Ni les Chefs de Services Régionaux, ni les Chefs de Service Centraux n'avaient de pouvoir en matière de subventions. Le Directeur pouvait en accorder, sans en référer au Conseil d'Administration, si elles ne dépassaient pas 1.000 Fr. Au-dessus de cette somme il devait les lui soumettre.

Les subventions allouées au titre de l'Economie Sociale étaient traitées d'une manière spéciale. Chaque année le Conseil d'Administrations mettait à la disposition du Directeur 5 crédits portant les titres ci-après :

- A
- 1^{er} - Allocations d'aides d'études et prêts d'honneur;
 - 2^{es} - Aides aux Sociétés Coopératives;
 - 3^{es} - Aides aux divers groupements d'agents autres que les Coopératives;
 - 4^{es} - Allocations à diverses organisations sociales disséminées sur le Réseau;
 - 5^{es} - Réfectoires, orphelinats, écoles, sanatorium.

Chacun de ces crédits comportait l'indication des sommes à verser aux diverses Sociétés et comportait en outre une somme à valoir qui était utilisée par le Directeur pour les cas non prévus.)

(S'il arrivait en cours d'exercice que la somme à valoir ne soit pas suffisante ou que l'opportunité se révélât d'attribuer une subvention dont le montant aurait absorbé une trop grande part de la somme à valoir, il était nécessaire de faire une proposition spéciale au Conseil d'Administration.

B L

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Paris, le - 1 JUIN 1938

88, Rue Saint-Lazare (9°)
Registre du Commerce
Seine N° 276.448 B

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

I^{re} DivisionSa/96/e/439 /59^{ed}

NOTE pour Monsieur CLOSSET
Secrétaire du Conseil d'Administration

Par note en date du 28 mai, vous avez bien voulu me demander de vous indiquer sur quelles bases se trouvait réglée, au Réseau du Nord, la question de la répartition des compétences en matière de subventions.

Les demandes étaient suivies par deux Services :

- Le Secrétariat Général
- Le Secrétariat de l'Exploitation

LE SECRÉTARIAT

DE L'EXPLOITATION .- était chargé de l'examen de toutes les demandes de Sociétés se trouvant, par les manifestations qu'elles organisaient, avoir une répercussion directe sur le trafic ou présentant un intérêt pour le bon fonctionnement du service .

LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

.- instruisait les demandes d'oeuvres ou de Sociétés dont l'action présentait un caractère plus général (oeuvres philanthropiques, éducatives ou d'intérêt national).

Les demandes retenues donnaient lieu, quel que soit le montant de la somme attribuée, à l'établissement d'un Rapport.

.....

Ces Rapports revêtus, d'une manière générale, de la signature du Directeur de l'Exploitation étaient soumis à l'approbation du Comité de Direction.

En ce qui concerne l'attribution des médailles, la procédure était un peu différente.

A partir de fin 1934, l'attribution des médailles ne fit plus l'objet de rapports au Comité par cas d'espèces. Les prérogatives pour l'instruction des demandes demeurèrent semblables à celles prévues pour les subventions en espèces.

Le Secrétariat Général garda ses relations avec l'Administration des Monnaies pour la commande des médailles et leur gravure. Il conserva ainsi la garde et la comptabilité des médailles.

Le Secrétariat de l'Exploitation devait faire connaître, chaque année, en décembre, le nombre et la nature des médailles qu'il estimait nécessaires pour l'exercice suivant.

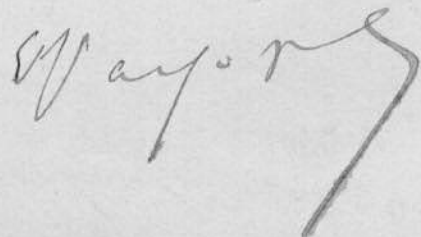
Le Secrétariat Général soumettait alors au Comité de Direction un budget des médailles (compte tenu de ses besoins propres) en indiquant le crédit global nécessaire.

Le Directeur de l'Exploitation, d'une part, et le Secrétaire Général, d'autre part, statuaient sur l'opportunité de donner satisfaction aux demandes instruites par leurs services respectifs.

Le Secrétariat de l'Exploitation faisait connaître au Secrétariat Général, au fur et à mesure de ses besoins, le nombre et la nature des médailles nécessaires, ainsi que le libellé à porter sur chacune d'elles. Il se chargeait d'aviser les bénéficiaires et leur faisait parvenir les médailles accordées.

Enfin d'année, le Secrétaire Général rendait compte au Comité, en détail, des attributions de médailles faites dans le cours de l'année.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT



28 Mai 1938

Lethe à m. n. Vagone

Boath

Renoué

Fardig

adjt

28 mai

38

Monsieur JARDIN,
Secrétariat de M. FILIPPI.

La question se pose de savoir comment doivent être réparties les compétences en matière de subventions.

Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir me dire sur quelles bases cette question de la répartition des compétences ~~se~~ est trouvée réglée au Réseau de l'Etat.

R

adjt

28 mai

38

Monsieur BARTH,
Chef du Service du Personnel.

La question se pose de savoir comment doivent être réparties les compétences en matière de subventions.

Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir me dire sur quelles bases cette question de la répartition des compétences s'est trouvée réglée au Réseau de l'Est.

R

Est - Comité d'Adm A

adjt

28 mai

38

Monsieur RENOUARD,
Secrétaire Administratif

=====

La question se pose de savoir comment doivent
être réparties les compétences en matière de subventions.

Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir
me dire sur quelles bases cette question de la répartition
des compétences s'est trouvée réglée au Réseau P.L.M.

R

adjt

28 mai

38

Monsieur VAGOGNE,
Secrétaire Général Adjoint.

La question se pose de savoir comment doivent
être réparties les compétences en matière de subventions.

Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir
me dire sur quelles bases cette question de la répartition
des compétences s'est trouvée réglée au Réseau du Nord.

Rc

20 MAI 1938

SD 521

NOTE pour Monsieur FILIPPI
Secrétaire Général.

Comme suite à votre note ci-jointe, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'à notre connaissance deux textes seulement ont jusqu'à présent fixé les attributions des Services Centraux et du Secrétariat Général en matière de subventions. Il s'agit des Annexes aux Instructions générales provisoires Nos 1 et 5 du 1er janvier 1938.

Aux termes de la première, le Secrétariat Général est chargé d'instruire les demandes et, après consultation des Services compétents, accorde les subventions allouées:

- dans l'intérêt du trafic,
- pour le bon fonctionnement du service,
- dans l'intérêt des agents

Suivant les dispositions de la 2ème annexe, c'est le Service Central du Personnel qui, sur proposition des Régions, accorde les subventions aux Sociétés mutualistes, sportives, musicales etc...

En ce qui concerne les subventions allouées aux Sociétés d'agents, ces deux textes sont en contradiction. Toutefois, contrairement aux dispositions de la 2ème Annexe, le Service Central du Personnel nous a transmis, pour la suite utile, les demandes de subventions le concernant.

Ce Service paraissant ainsi d'accord, quant au fond, pour laisser au Secrétariat Général (1ère Division) le soin d'accorder les subventions aux Sociétés d'agents, il semble qu'il y aurait lieu de s'en tenir aux dispositions de l'annexe à l'Instruction provisoire N°1.

.....

20 JAN 1938

En ce qui concerne les décisions à prendre dans chaque cas d'espèce, il semble que celles-ci pourraient être prises :

- par M. le Secrétaire Général Adjoint, Chef de la 1ère Division lorsque leur quotité n'excède pas 5.000 francs ;
- par M. le Secrétaire Général, lorsque leur quotité varie entre 5.000 et 20.000 francs ;
- par M. le Directeur Général, lorsqu'il s'agit d'allocations dont le montant est supérieur à 20.000 francs sans excéder 50.000 francs ;
- par le Comité de Direction, lorsque les subventions supérieures à 50.000 francs ne sont accordées que sur décision du Comité de Direction.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Signé : VAGOGNE